GENÈVE

Année XXVII. N° 781 — 19 Octobre 1929

LE REVEIL ANARCHISTE

LE REVEIL, rue des Savoises, 6, GENEVE
Compte de chèques :
Le Réveil, I. 4662, Genève

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes...

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le *Réveil anarchiste* est en vente :

A GENEVE :

32, Rue Rousseau.

51, Rue du Rhône.

11, Rue de Carouge.

12, Rue des Grottes (chez le père Vincent).

A MORGES :

Kiosque Cassard.

Della Maggiora

Il y a une année, le 18 octobre, un obscur ouvrier, ne se réclamant d'aucun parti, était fusillé par les assassins à gages de Mussolini. Persécuté de longues années durant par le fascisme et se sentant désormais perdu, sans travail, sans santé, sans nul espoir de salut possible ,il voulut frapper ceux qui l'avaient réduit au désespoir. C'est ainsi que deux de ses persécuteurs furent exécutés par lui. Il ne frappa pas au hasard, mais se dressa en révolté contre les responsables directs et connus de tous les maux qu'il avait endurés.

Arrêté, il avait d'abord été déféré aux tribunauz ordinaires, qui s'occupèrent de son cas pendant cinq mois ; mais tout à coup Mussolini, anxieux d'appliquer la peine de mort, qu'il venait de rétablir après plus de cinquante ans qu'elle avait disparu du Code pénal italien, donna l'ordre de dessaisir la Cour d'assises et de le renvoyer devant le Tribunal spécial. Et seulement dix jours après, Della Maggiora tombait foudroyé par une vingtaine de balles. Il n'avait eu un seul instant de faiblesse, ni devant les ignobles bouchers du Tribunal, ni en face du peloton de chemises noires déléguées à son assassinat.

Les ennemis de la violence d'en bas, qui sont d'ailleurs si indulgents et oublieux pour la violence d'en haut, pourront regretter que l'humble travailleur ne soit pas mort dans un coin, réduit à son sort inique; mais nous disons au contraire que si toutes les victimes, avant d'être emportées, savaient se dresser contre les victimaires, la cause de la justice ferait de plus rapides progrès dans le monde.

Honneur à Della Maggiora ! Il n'a pas voulu s'avouer vaincu, avant d'avoir livré sa bataille. Devant ses bourreaux, avec une simplicité admirable, il retraça sa vie et les souffrances que le fascisme lui avait imposées, soulevant une émotion si profonde ou plutôt une peur inexprimable qu'il pût trouver de nombreux imitateurs, que le président du Tribunal n'osa pas l'interrompre.

A quelques minutes seulement de la mort, il refusa les « secours » du révoltant hypocrite en robe noire, hideux complice des sicaires en chemise noire. Et héroïquement il tomba, après avoir jeté ce cri qui a retenti tant de fois à travers les siècles, mais encore et toujours étouffé par la bestialité triomphante : Vive la liberté !

Mussolini pouvait se réjouir enfin de son premier assassinat légal, dont il fit afficher la nouvelle dans toutes les communes, afin de terroriser les esclaves, qui néanmoins auront sans doute admiré et béni celui qui avait su briser ses chaînes, fût-ce même en vouant à la mort. Non, ton nom ne sera pas oublié, Della Maggiora !

Dictature et démocratie

Sous ce titre, l'organe du Parti socialiste italien en Suisse a publié un remarquable article avec lequel, bien entendu, nous ne sommes pas entièrement d'accord, mais qui contient toutefois quelques bonnes vérités... extensibles de la dictature à la démocratie elle-même.

Aujourd'hui la bourgeoisie, dans son énorme majorité, n'est plus démocratique. Les idées de liberté politique, qui ont accompagné sa marche ascendante au siècle passé, sont maintenant répudiées et bannies par elle.

La bourgeoisie, sous la pression de la lutte de classe, croit échapper à l'étreinte toujours plus menaçante du prolétariat, en reniant la démocratie pour se jeter dans les bras du fascisme.

En face de cette situation, quel est le devoir du prolétariat ? La réponse nous est donnée par le *Manifeste communiste :* défendre la démocratie.

D'aucuns prétendent par contre que le prolétariat devrait lui aussi renier la démocratie et chercher à conquérir le pouvoir politique pour l'organiser sous forme d'une « dictature du prolétariat ». Pour savoir ce qu'est une « dictature du prolétariat », il faut lire le remarquable article de Paul Louis, publié dans l'*Avanti !* du 21 septembre dernier.

Rarement nous avons lu des accusations plus véhémentes contre la désastreuse dictature russe, coupable, selon Paul Louis, *d'atrophier le sens moral des prolétaires.* C'est l'accusation la plus forte qui ait jamais été portée contre la « dictature du prolétariat ».

Paul Louis croit que la faute de la catastrophe à laquelle s'achemine inexorablement la Troisième Internationale est due à tel ou tel chef, à tel ou tel défaut d'organisation.

Ainsi Paul Louis pense que les causes de la catastrophe sont à rechercher dans la centralisation rigoureuse du Comintern, dans les manœuvres byzantines des dirigeants, dans la négation de la liberté de pensée, dans le manque d'éducation des prolétaires considérés comme bétail ou chair à canon, etc.

Ces inconvénients éliminés, Paul Louis croit possible la reconstitution d'une nouvelle organisation meilleure que la précédente.

Si Paul Louis, au lieu d'arrêter ici son raisonnement le poursuivait, il conclurait d'une façon marxiste que la faillite de la Troisième Internationale n'est pas la faillite d'*une* dictature du prolétariat, mais de *la* dictature du prolétariat tout court. Il arriverait ainsi à la conclusion à laquelle était parvenu Frédéric Engels, il y a trente-huit ans, à savoir que l'unique forme possible de dictature du prolétariat est la démocratie politique.

« S'il y a une chose certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver au pouvoir que sous forme de république démocratique. C'est au surplus la forme spécifique même de la dictature du prolétariat. » (Engels : Critique à un projet de programme du Parti social-démocrate allemand. 2 juin 1891.)

En effet, comment une dictature du prolétariat est-elle possible ? Elle n'est possible qu'à la condition de voir le prolétariat confier ses destinées à un organisme centralisé, bureaucratisé, en un mot, autocratique.

Admettons que cette dictature commence réellement comme gouvernement exclusif des salariés. Evidemment cette démocratie exclusive — limitée aux salariés seulement — doit disposer de tous les apparats coercitifs propres à empêcher que les non salariés, éliminés de la chose publique — bourgeois, entrepreneurs, techniciens, paysans, etc. — se révoltent. Elle devra donc disposer d'une formidable police, d'une armée non moins formidable et d'une bureaucratie colossale.

Supposons donc que cet état de choses dure pendant un certain temps. Un beau jour, une partie des détenteurs du pouvoir finira par se trouver en désaccord avec l'autre partie, soit à cause de la nomination d'un dirigeant ou de la convocation d'un congrès, soit même à la suite d'une *Nep* quelconque ou d'autres cas semblables.

Qu'arrivera-t-il ?

Il arrivera que la partie la plus influente, c'est-à-dire qui trouvera le plus d'appui dans la police, dans la bureaucratie, dans l'armée, étendra à la partie la plus faible le même traitement réservé au début aux non salariés. Ainsi commenceront les persécutions d'une partie des prolétaires non conformistes et puis en peu de temps il se trouvera que la démocratie exclusive, autrement dit la dictature du prolétariat se trouvera transformée en une dictature de policiers, de militaires et de bureaucrates *sur* le prolétariat.

C'est l'histoire de la Russie et de toutes les dictatures du monde, passées, présentes et futures.

Il en est de même dans la dictature de classe de la bourgeoisie. En un premier temps, c'est toute la bourgeoisie qui gouverne contre le prolétariat, puis peu à peu la bourgeoisie devient elle-même prisonnière de ses élus, lesquels, disposant d'un formidable apparat, *s'émancipent* de la classe qui les a élevés et finissent par n'en faire qu'à leur guise, aux dépens de tout le monde, bourgeoisie comprise.

C'est l'histoire du fascisme italien.

Le fait est que toutes les formes de dictature, même si à l'origine elles se présentent comme des démocraties exclusives, finissent inexorablement sous forme d'autocraties de bureaucrates et de chefs militaires.

La faillite de la Troisième Internationale était déjà marquée historiquement au moment de sa naissance en niant la liberté politique.

Ce naïf de Paul Louis se plaint que les communistes empêchent la libre discussion et y voit l'une des causes de leur décadence.

Mais Paul Louis peut-il nous dire comment la libre discussion serait possible dans une dictature ? Ne comprend-il pas qu'une dictature, admettant la liberté de pensée, ne durerait pas quarante-huit heures.

Paul Louis, à vrai dire, entendrait réserver la liberté de pensée à certains groupes seulement. Une liberté de pensée assurée aux seuls membres du parti, en somme. Mais même en ce cas, les membres les plus influents finiraient par restreindre toujours plus la « liberté » de ceux qui le seraient moins, jusqu'au jour où la liberté de pensée se trouverait monopolisée à l'avantage exclusif du membre le plus influent de tous : Mussolini ou Staline.

La liberté — et Paul Louis qui est Français ne devrait pas l'ignorer — est une idée universelle qui au moment même d'être mutilée se transforme d'un coup dans son contraire : la tyrannie.

L'affaire Peretti

Où en est cette affaire ? Après cinq mois de détention de l'ouvrier Peretti, nulle accusation précise n'a encore été formulée. Les demandes faites par le Consulat suisse à Milan ou la Légation suisse à Rome sont restées sans réponse ou en ont reçu une négative. Bien entendu, les parents ou les amis de Peretti ne peuvent même songer à faire aucune démarche ou demander à le voir, ils risqueraient fort une arrestation à leur tour.

Dans notre bonne presse romande, un monsieur, conseillé sans doute par un mouchard fasciste de ses amis, a bien voulu s'écrier: « Mais pourquoi les amis de Peretti ne disent-ils pas ce qu'il allait faire en Italie ? »

Peretti lui-même a dû sans doute s'en expliquer et nous avons dit ici même ce qu'il en était. Mais naturellement, Messieurs les fascistes veulent à tout prix trouver matière à condamnation et refusent d'admettre les explications les plus naturelles. Faut-il croire qu'il est bien difficile de prouver quoi que ce soit à sa charge si rien n'en a encore transpiré ...

Le bruit avait couru que les autorités italiennes donneraient une réponse pour le 25 septembre écoulé. Cette date est passée et elles continuent à se renfermer dans un mutisme odieux. Va-t-on traiter Peretti comme Rossi, autour duquel le silence n'a été levé que trois jours avant le procès? L'ancien chef fasciste ne nous intéressait que médiocrement, mais la prolongation du secret autour de l'ouvrier tessinois ne saurait ne pas soulever nos plus vives protestations.

D'aucuns nous disent que les autorités italiennes n'en feront aucun cas, mais nous ne pouvons tout de même laisser commettre une iniquité sans dénoncer le régime de criminels qui la commet et sans témoigner notre sympathie à la victime.

—o—

Nous venions d'écrire les lignes ci-dessus, lorsque nous avons eu communication de ce qui suit :

Le consul suisse à Milan écrivait les premiers jours d'octobre aux autorités tessinoises:

Il nous est parvenu une lettre de Peretti, datée du 20 août, où on lit : « Ne vous étonnez pas, si vous ne recevez pas mes lettres ; mais je vous écris souvent et je comprends qu'elles ne vous sont pas envoyées. Je souffre quelque peu d'une maladie de cœur, j'ai bien maigri et ai dû me faire soigner les dents, car j'en avais absolument besoin. Dites à mes parents de m'envoyer 100 francs pour mon compte et de ne pas se préoccuper de ma santé.

Ainsi cette lettre ne fut expédiée que quarante jours après avoir été écrite. Une pareille cruauté déconcerte même venant de la part de fascistes. Peretti est donc en réalité malade, malgré les assurances qui nous avaient été données sur son état de santé.

Les ouvriers des ateliers des C. F. F., à Bellinzone, justement émus par la lettre ci-dessus, demandèrent à M. Motta de bien vouloir recevoir une délégation désignée par eux, qui viendrait l'entretenir du cas Peretti. M. Motta répondit favorablement et l'entretien eut lieu vendredi dernier à Berne.

C'est ainsi que les délégués apprirent que le 25 septembre dernier, Peretti avait été transféré à Rome, aux prisons de *Regina Celi*, pour être jugé par le Tribunal spécial. Comme nous venons de le dire plus haut, il avait été précédemment répondu aux insistances du Consulat suisse qu'une réponse serait donnée le 25 septembre. Il s'agissait donc d'une plaisanterie révoltante.

Le ministre suisse à Rome, ayant renouvelé la demande déjà avancée vainement par le dit Consulat suisse à Milan d'autoriser une entrevue avec Peretti, Mussolini, cette fois, a bien voulu répondre favorablement. La Légation suisse a alors désigné son chancelier, M. Emile Bonzanigo, de Bellinzone, pour se rendre à la prison. Nous ne savons si l'entrevue a déjà eu lieu et ce qui en est résulté. M. Motta a promis aux collègues de Peretti de les renseigner aussitôt qu'il le serait lui-même.

A Bellinzone, tout le monde est ému de ces nouvelles, à part un petit clan de fascistes honteux qui, d'ailleurs, se taisent prudemment. Ainsi que nous le laissions prévoir, Peretti va être jugé en une heure ou deux, condamné d'ailleurs d'avance, sans qu'il ait la possibilité de se faire défendre sérieusement. L'avocat qui oserait blâmer la façon de faire de la justice fasciste et invoquer un débat impartial de l'accusation serait lui-même, le jour suivant, destitué sinon déporté.

M. Motta, que nous voulons croire bien intentionné dans le cas particulier, a trop souvent donné le spectacle de s'incliner devant les iniquités fascistes, aussi lorsqu'elles avaient été démontrées irréfutablement telles par lui-même, pour que Mussolini prenne encore en considération ses démarches.

C'est surtout à la population tessinoise de faire comprendre à tous les fascistes, grands et petits, qu'elle ne tolérera plus leur besogne abjecte de mouchards.

La situation en Autriche

(Suite et fin)

Les logements municipaux, dont on parle tant, sont ce qu'il fallait absolument construire, étant donné la cessation complète des constructions privées. L'argent fut facilement obtenu par l'impôt et facilement dépensé, car on dit généralement que ces maisons sont construites à des prix très exagérés, qu'elles sont assez mal bâties et — ce qu'un simple coup d'œil suffit à vérifier — qu'elles sont laides, de mauvais goût et une vraie tache dans l'aspect autrement assez harmonieux ou du moins normal de Vienne. Ces logements ont besoin d'être appréciés avec beaucoup d'indulgence et moins on en parle, mieux cela vaut. Cependant ils sont devenus la pièce de résistance d'une réclame vraiment importune dans tous les pays du monde.

C'est sur cette base donc qu'on peut se rendre compte de la situation présente. Si on excepte la Russie depuis 1917, dans nul pays ouvriers et paysans ont eu un aussi grand pouvoir qu'en Autriche, depuis novembre 1918, en face d'une bourgeoisie affaiblie et mi-ruinée et d'un Etat impuissant et appauvri. Mais si leurs conquêtes politiques furent illimitées, leurs conquêtes sociales furent limitées, comme je l'ai montré, par les répercussions fatales et par le sans issue de la situation générale. Ce ne fut jamais qu'un remue-ménage, un grouillement dans l'intérieur de la prison qu'est l'Autriche actuelle, un tournoiement sur un gril sans aucune possibilité de se sauver de la grillade, et cela a produit inévitablement l'énervement général où nous sommes plongés. Quand la bourgeoisie et l'Etat n'avaient plus rien, pour ainsi dire, pour servir comme sphère d'expansion et de conquête aux socialistes et aux agrariens, fatalement ces deux grands groupes *eux-mêmes* devaient empiéter sur le terrain l'un de l'autre et en venir aux prises. Ainsi les socialistes proclamaient la conquête des campagnes et, chose amusante, à la propagande abstentionniste dans les villes ils ajoutaient la propagande pour les vins quand ils parlaient aux vignerons. Et les paysans et conservateurs des villes proclamaient en avoir assez de la quasi expropriation des propriétaires de maisons par les loyers nominaux. Quand ces empiètements devenaient trop fréquents, on organisait des deux côtés des groupements armés de gourdins et de matraques d'abord et extérieurement, mais qui se targuaient de disposer secrètement d'armes plus ou moins imaginaires. Pour aller au fond de cette question, démesurément exagérée, je dirai qu'à la suite de la débandade de l'armée de guerre en 1918, de la défense locale contre des envahisseurs d'autres nationalités en 1918-19, du morcellement du territoire durant cet hiver terrible en presque autant de localités autonomes qu'il y avait de villes et de villages dans le but d'empêcher que les vivres minimes passent d'une localité à l'autre par la contrebande, etc., il y avait alors des corps-francs agressifs et défensifs plus ou moins armés, en premier lieu une espèce d'« armée rouge », appelée *Volkswehr*, et une armée paysanne irrégulière s'appelant *Heimatwehr*. Mais les deux se guettaient plutôt en chiens de faïence ou s'insultaient sans jamais se battre, et peu à peu elles tombèrent en désuétude, se dispersèrent et leurs armes ont dû être en grande partie recueillies par le gouvernement et remises aux agents militaires étrangers; une partie, selon la légende, demeure dans des cachettes et de temps en temps, grâce à des dénonciations mutuelles, le gouvernement en retrouve des débris rouillés.

Ces choses auraient pu en rester là si à la suite de bagarres après réunions, s'achevant en coups de revolver et tueries, les social-démocrates n'avaient pas fondé leur *Republikanischer Schutzbund*, il y a quatre ou cinq ans, organisation comptant des milliers de membres et affichant un militarisme toujours plus accentué, dominateur et envahisseur comme tout militarisme. Alors ceux qui se trouvaient être majorité rossaient les autres, qui, épouvantés, tiraient et tuaient parfois. C'est ce qui arriva à Schattendorf, au printemps de 1927. En juillet, le procès dévoila à quel point épouvante et terreur avaient forcé la main aux prévenus et, sous cette impression, le jury de Vienne prononça leur acquittement le 14 juillet. Le lendemain, il y eut cette journée violente que je ne veux pas discuter ici et qui aboutit à l'incendie du Palais de Justice, suivi de fusillades meurtrières par la police de Vienne, d'une grève générale des transports de deux ou trois jours, après quoi la vie redevint normale. Ce qu'il y eut de violent, sans être nullement révolutionnaire, fut l'œuvre d'une petite minorité dans le parti socialiste et en dehors de celui-ci. Cela déplut hautement aux chefs socialistes, qui n'osèrent pourtant pas s'en désolidariser ouvertement en présence des victimes. Ils se hâtèrent de mettre fin à la grève des transports qui, en province, avait déjà rencontré des résistances locales et l'hostilité des paysans.

Bref, cette journée aggrava de beaucoup la situation. L'équilibre relatif, tacitement accepté, fut rompu par cette trop grande oscillation vers la révolution, si bien que les conservateurs songèrent à se prémunir contre le bolchevisme menaçant des villes, qu'ils prétendaient voir déjà en marche. A partir de ce moment, on s'organisa toujours plus activement des deux côtés, les paysans en *Heimwehr*, les ouvriers en *Schutzbund*. La municipalités ocialiste de Vienne créa en outre sa *Schutzwache*, corps de police régulier, occupant les propriétés communales et tâchant d'élargir ses fonctions. La *Schutzwache* ne réussit pourtant pas à remplacer la police de l'Etat dans le service des rues ; elle fait néanmoins le service des théâtres, cinémas et autres lieux d'amusements publics ; elle a aussi la haute main sur les sans-travail, les sans-gîte, tous ceux qui ont recours à l'assistance publique, les pauvres et les malheureux s'adressant aux bureaux municipaux. Son zèle la met souvent en conflit avec la partie la plus misérable de la population, nuisant ainsi à la popularité de l'administration municipale.

La situation a donc été en empirant depuis deux ans. On s'insulte fort, sans que cela n'ait plus aucune portée sur l'opinion publique, on se guette, on se tâte, on se menace, mais sans en être venu aux mains et je pense qu'on n'y viendra jamais. La vérité n'existe plus ni pour les uns ni pour les autres, toujours deux versions différentes et des accusations réciproques. Chaque occasion de s'expliquer, de s'arranger, de trouver les bases d'une entente est sabotée, bien qu'on prenne soin de ne pas en venir aux extrémités. Il y a des sous-ordres qui font du zèle, comme au massacre de St-Lorenzen, en Styrie, au mois d'août dernier. Des perroquets songent à jouer les petits Mussolini ou les petits Bela Kun. C'est un vrai pandémonium, qui laisse toutefois parfaitement tranquille quelqu'un connaissant le pays. Disons-nous simplement que les gros bonnets des partis vont beaucoup trop bien pour risquer quelque coup qui pourrait mettre en danger leur vie prospère et idyllique ; quant à leurs sectateurs ils sont, à part quelques ambitieux et fanatiques, d'excellents hommes de tout repos, dupes et victimes seulement de l'autoritarisme, très enclins à ce jeu d'organisation qui est au fond la racine de tout militarisme. Après s'être monté la tête, il est à prévoir qu'ils se dégonfleront.

Pour le moment, à la suite de l'oscillation à gauche du 15 juillet 1927, il faut s'attendre à une oscillation à droite. Les social-démocrates le comprennent et, lors de la revision de la Constitution, ils feront quelques concessions formelles ne leur coûtant rien. Puis les deux partis chanteront également victoire, reprendront leur vieux jeu en y mettant moins de

fougue, mais se servant toujours de paroles sonores pour assourdir le monde. Farceurs les uns et les autres, ils pourraient se traiter réciproquement comme Napoléon Ier et Pie VII de : *Commediante ! Tragediante !*

C'est regrettable que le monde européen et américain, le monde travailleur et socialiste, le monde libertaire de même, laissent ainsi les hommes énergiques, qui ne veulent pas périr, de tout un petit peuple s'épuiser en de vains efforts, comme ceux d'un écureuil tournant dans sa cage. Pour l'arracher à son isolement meurtrier, à sa misère extrême découlant du traité de 1919, il ne s'est élevé aucune protestation, il ne lui a été tendu aucune main secourable. Alors vraiment, pourquoi, dix ans après ,l'intéressement et la curiosité exprimés par les journaux de ces dernières semaines? Un peu de patience et on aura peut-être quand même dans ce pays paisible le long du Danube, dans les forêts et sur les Alpes une moisson de morts pouvant rivaliser d'intérêt avec celle de Russes et Chinois à la frontière de la Mandchourie. Les cadavres ont d'autant plus d'attrait que nous les sentons plus *près de nous*, sans nous y heurter, bien entendu. Cette loi psychologique fait que des tués à Vienne passionneront davantage que des tués en Extrême-Orient. Peut-être les aura-t-on, et les curieux voudront bien s'en contenter même si leur nombre était inférieur à celui prévu. Mille excuses, si les Autrichiens veulent choisir leur temps pour s'entretuer et mourir — c'est le seul droit qu'on leur ait laissé ! Qu'on respecte donc leur agonie, sans leur demander d'en publier d'avance le programme.

S'il y a encore des hommes de cœur, ils comprendront que mes sentiments ne peuvent être qu'amers et me pardonneront ma franchise.

22 septembre 1929. N.

La fin justifie les moyens

C'est à propos de J.-J. Rousseau, quand le jeune fugitif s'était réfugié chez Mme de Warens, aux Charmettes. Un curé savoyard recommandait le jeune homme à sa protectrice. Voici la curieuse épître :

Madame,

Je vous envoie J.-J. Rousseau, de Genève, jeune homme qui a déserté son pays. Il me paraît d'un heureux caractère. C'est encore Dieu qui l'appelle à Annecy. Tâchez de l'encourager à embrasser le catholicisme. C'est un triomphe quand on peut faire des conversions.

Vous concevez aussi bien que moi que, pour ce grand œuvre auquel je le crois assez disposé, il faut tâcher de le fixer à Annecy, dans la crainte qu'il ne reçoive ailleurs quelques mauvaises instructions.

Ayez soin d'intercepter toutes les lettres qu'on pourrait lui écrire de son pays, parce que, se croyant abandonné, il abjurera plus tôt. Je remets le tout entre les mains du Dieu tout-puissant et les vôtres que je baise.

V. t. s. de Pontverre.

Nos cagots n'ont pas changé et les bigots calvinistes sont du même tonneau. C. R.

Comité de Défense sociale

Tout ce qui concerne le Comité de Défense sociale doit être adressé à Léon Genoud, rue de Lausanne, 39.

Nous invitons tous nos camarades qui auraient des cas de dénis de justice ou de violation de la légalité bourgeoise elle-même, à nous signaler, à bien vouloir le faire. Ils pourront aussi, bien entendu, nous faire part de cas où l'iniquité est manifeste, malgré qu'aucun texte plus ou moins légal n'ait reçu une entorse.

Boycottons „La Suisse"

journal fasciste

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains

Vieux souvenirs

Sous ce titre, Mme T. Combe publie dans une petite feuille, Notre Samedi soir, *le récit qu'on va lire. C'est la première fois que nous avons le plaisir de voir rappelée par d'autres que nous la figure de James Guillaume, ignorée complètement dans les milieux socialistes, alors que de tous les socialistes suisses ce fut peut-être le plus savant et qui a laissé l'œuvre la plus grande.*

Un drame à l'école

J'avais dix ans, je crois. J'écoutais de mes deux oreilles ce qu'on disait autour de moi et j'étais loin de tout comprendre. Mais j'enregistrais des impressions vives, je reflétais les enthousiasmes, les craintes et toutes les vibrations de notre milieu ouvrier en pleine effervescence.

Les grands propagandistes russes, Bakounine et Kropotkine, enflammaient de l'espoir d'une société nouvelle nos Jurassiens imaginatifs, mais meilleurs constructeurs que les Russes.

— Votre peuple horloger, me disait des années plus tard Kropotkine quand je le visitai en Angleterre, dans son exil, de Bromley, votre peuple horloger est idéaliste, en même temps que réalisateur, ce que nous ne sommes point, nous autres Russes.

La guerre de 70 et le soi-disant complot de Lyon étaient encore à venir. Chez les horlogers, les crises alternaient entre la surproduction et le chômage ; maintenant on souffrait de la gêne, on s'irritait d'un besoin de réorganisation économique qu'on ne savait par où entreprendre. Un jeune professeur de l'Ecole industrielle, James Guillaume, prêtait sa voix éloquente, sa remarquable intelligence et son esprit acéré, à l'informe mécontentement et aux aspirations vagues des travailleurs qui l'entouraient et voyaient déjà en lui un chef.

Même une petite fille comme moi, perdue dans la foule des agneaux primaires, savait que M. Guillaume publiait un journal dont on parlait beaucoup, soit pour l'applaudir, soit pour l'exécrer. On le discutait chez nous. Maman disait :

— Ils ont parfaitement raison. Et c'est bien écrit, tu ne diras pas le contraire. Cet article, hier, un Portrait à la façon de La Bruyère, était-ce assez plein d'esprit !

Le petit journal s'appelait *Le Diogène* et paraissait de temps à autre. On le vendait sous le manteau, on se l'arrachait. Mon papa secouait la tête :

— Avec tout leur esprit, s'ils fâchent assez la maison Moser et qu'elle aille s'établir ailleurs, nous serons beaux, nous autres !

C'est qu'il y avait une question Moser. Moi, à dix ans, j'étais assez grande pour comprendre que la question Moser était une question de pain. On n'avait déjà pas tant de travail. Si ce peu allait encore manquer !

La maison Moser, qui fabriquait de bonnes montres pour la Ruissie, était de beaucoup la plus importante au Locle et elle occupait un grand nombre d'ouvriers. Son fondateur, le père Moser, un brave homme paternel, en même temps qu'un génie dans le commerce horloger de l'époque, était fort aimé dans notre grand village où les neuf dixièmes de la population travaillaient, comme on disait: « à l'établi ».

Le père Moser, nous le savions, était un grand seigneur qui habitait près de Schaffhouse un château magnifique. Mais il visitait fréquemment son comptoir loclois, et alors il entrait bonnement chez ses ouvriers. Il vint chez nous, un jour dont on se souvint longtemps. Il était resté dans le corridor à écouter maman et ma jeune tante Louise qui chantaient le cantique nouveau alors: *Du Rocher de Jacob*, et il les félicita courtoisement de leurs belles voix.

Mais si le père Moser, qui n'avait aucune morgue et qui n'étalait pas sa richesse, était fort respecté, son fils, Henri Moser, avait trouvé moyen de devenir la bête noire des horlogers. Il apportait de ses séjours en Russie des manières cosaques, une ostentation de dépenses et des allures de boyard parmi les moujiks, qui faisaient grincer des dents nos horlogers, artisans souvent artistes, fiers et ombrageux.

Un matin, le bruit courut de maison en maison, d'établi en établi, que la veille, au cercle que fréquentait la jeunesse dorée, Henri Moser avait allumé son cigare avec un billet de cent francs !

— La brute ! qui est-ce qui les lui gagne ses billets de cent francs ! criaient mon père, mes oncles ,tous nos voisins dans la maison du Balcon Bleu; et les petites filles rassemblées sur le perron, Elvina, Laure, Cécile, deux Adèle, une Amélie, essayaient de se représenter un billet de cent francs qui s'en allait en fumée . . .

D'ailleurs, le fils Moser excitait aussi la dérision quand il montait sur son grand cheval et qu'il disait à son écuyer perché sur un quadrupède non moins grand : « Suivez-moi à dix pas en arrière. »

Que voulez-vous ? ces choses ne se disaient pas dans notre patelin montagnard, farouchement égalitaire et qui se souvenait d'avoir chassé le roi de Prusse à peine vingt ans auparavant.

Donc Henri Moser avait une mauvaise presse. C'est le cas de le dire, car *Le Diogène* fondit sur lui ,le lacéra, le cribla de flèches, le rendit ridicule à la face de tout le pays.

Le Diogène était lu partout, aussi bien chez les patrons que chez les ouvriers. Le Portrait à la leçon de La Bruyère, dont l'original était facile à reconnaître, amusa toute la petite ville horlogère où personne, sauf quelques jeunes écervelés, ne goûtait l'arrogance du fils Moser, ni sa façon d'allumer son cigare avec un billet de banque.

Il se jugea atteint dans son honneur par l'article satirique dont James Guillaume était responsable comme rédacteur de la petite feuille frondeuse, mais dont l'auteur était une dame fort spirituelle, maîtresse de dessin à l'Ecole industrielle. Même les petites filles de dix ans étaient au courant de tout ça.

La classe où M. Guillaume donnait ses leçons se trouvait au troisième étage, dans les mansardes que des lucarnes à tabatière éclairaient. Il y régnait, grâce à une surveillante sévère, un bel ordre et un grand silence. Tout à coup le silence fut troublé par un étrange fracas !

Le fils Moser, suivi de son piqueur portant une boîte de pistolets, se ruait dans la classe, offrait un duel, l'exigeait du professeur narquois qui lui répondait en haussant les épaules. Tout à coup le fils Moser, en plein dans son rôle de cosaque, brandissait une cravache et en cinglait trois coups à travers la figure du jeune professeur. Les écolières poussaient des cris ; la surveillante s'était évanouie, dit-on. Je ne le crois pas, car elle témoigna ensuite au Tribunal avec la cohérence et la clarté d'une personne qui n'a pas perdu un détail de la scène. On ne sait trop comment, avec quelle rapidité, l'agresseur s'éclipsa. Très peu de gens le revirent soit à pied soit à cheval.

Chacun, dans notre petite ville, fut d'abord très embêté. Les ouvriers craignirent que le père Moser ne se fâchât formidablement et ne retirât le travail.

Les patrons — parce que l'affaire, ensuite d'une plainte de l'autorité scolaire, devait passer en Tribunal — les patrons cherchaient un moyen de ménager la chèvre (opinion publique) et le chou Moser.

Tout le collège, depuis le rez-de-chaussée des enfantines jusqu'aux mansardes de l'Industrielle, était en effervescence. Quand la cloche sonnait, nous autres les primaires nous nous massions dans le corridor extérieur qu'on appelait le corridor de pierre, et nous attendions, silencieuses, respectueuses, frémissantes, le passage du jeune professeur qui montait à sa classe, levant avec un certain mépris des spectateurs son visage barré de trois balafres livides. Jamais homme n'avait été populaire parmi la jeunesse comme cet homme-là !

Le Tribunal condamna le fils Moser à une amende; il ne pouvait faire moins. *Le Diogène*, à ce que je crois, ne fut pas interdit; je suppose qu'il continua à paraître de temps en temps. Mais là-dessus mes souvenirs s'estompent; et mon cher Maître n'est plus de ce monde pour que je puisse recourir à sa merveilleuse mémoire.

Deux ans après, j'étais moi-même une « Industrielle » et l'élève de James Guillaume, envers qui demeure ma profonde reconnaissance. Il m'ouvrit des horizons insoupçonnés; pour la première fois, j'entrevis les délices de l'étude, je connus le savoureux plaisir des belles le-

çons. Mais combien cette phase de joie fut passagère !

James Guilaume, à cause de ses opinions subversives, et quoique professeur admirable, fut vite considéré, par la Commission d'Education, comme dangereux et indésirable. Son procès fut mené en catimini, et sournoisement on le « démissionna ». Notre pauvre Locle, dirigé par des gens à courte vue, se priva de l'homme de grande valeur qui dut s'en aller faire sa carrière à Paris.

Il s'y révéla par des travaux sur l'enseignement public à l'époque du Directoire, qui lui valurent le prix Visconti. Il devint le bras droit de M. Buisson, ministre de l'Instruction publique; et ce fut lui, James Guillaume, qui élabora le programme de l'enseignement primaire en France, calqué, chose amusante, sur notre programme neuchâtelois ! Personne en France ne le sait, évidemment, et à Neuchâtel, qui l'a jamais su que moi ? James Guillaume est resté mon maître vénéré jusqu'à la fin de sa longue et noble carrière.

—o—

Avez-vous reconnu le fils Moser dans son avatar subséquent de grand voyageur célèbre? Certes, son tempérament était mieux fait pour la Mongolie que pour notre petit pays romand où le genre cravacheur est peu apprécié.

Henri Moser, comme chacun le sait, parcourut longtemps l'Asie Centrale, d'où il rapporta des collections intéressantes que vous avez vues sans doute. J'en ai visité l'exposition à Neuchâtel il y a bien des années. Elles sont aujourd'hui au Musée historique de Berne. Et tandis que je m'arrêtais devant ces turquoises et ces armes damasquinées, ma mémoire faisait revivre sur un fond obscur le front hautain, l'ironique sourire d'un visage balafré, et la masse agitée d'un îlot de petites filles dans le vieux corridor de pierre.

Ces deux hommes ont laissé l'un et l'autre une trace de leur existence: James Guillaume, son labeur pour la cause de l'instruction du peuple; Henri Moser, des aventures sans danger qui ne lui coûtèrent que son argent, et un livre de ses voyages, assez médiocre et que personne ne lit plus.

Le conflit inévitable

C'est le titre d'un paragraphe d'un livre français qui vient de paraître, auteur un Georges Roux, qui combat l'impérialisme fasciste pour affirmer que « c'est la France qui a pris le flambeau de Rome ». Le conflit *inévitable*, c'est celui entre la France et l'Italie. La thèse, inutile de le dire, est : il faut armer sur les Alpes, à Nice, en Corse.

C'est le deuxième livre français. L'autre c'est : *Les fils de la Louve*, de Pierre Dominique, qu'on dirait payé par le Comité des Forges. Mais, d'autre part, à qui la faute ? Elle est au fascisme. C'est lui qui déchaîne les démonstrations antifrançaises pour le verdict d'un jury. C'est lui qui, chaque jour, dans sa presse ,excite à la haine la plus aveugle contre la France. C'est le *Corriere Padano*, organe de Balbo ,sous-secrétaire d'Etat à l'aviation, qui proclame « l'exigence suprême de l'Italie est que la crête du coq français soit rasée ». C'est Giarratuna, député fasciste, qui écrit sur le *Solco Fascista*, organe officiel du fascisme de Reggio Emilia :

Nous appartenons à cette génération qui accueillit de la vive voix du poète Carducci l'invocation: « Nous qui t'avons aimée, ô France!» Mais nous ne l'avons jamais aimée. Pour nous il est bien que la France descende toujours plus bas dans sa dure expérience.

C'est Cantalupo, ancien sous-secrétaire d'Etat aux colonies dans le gouvernement fasciste qui, commentant la reddition de quelques rebelles en Cyrénaïque, écrit sur le plus grand journal italien, le *Corriere della Sera :*

Nous devons dire à la France, le jour où la forte politique italienne a atteint tous les buts militaires et politiques poursuivis pendant sept ans avec la ténacité toujours renouvelée et l'orgueil sacré de l'Italie fasciste; nous devons dire aux Français que cette jeune Italie d'Afrique ne veut plus être contrecarrée, paralysée, endommagée ; elle veut rendre libre et sûre la nationalité de ses enfants de Tunisie et débarrasser de toutes sortes d'injustes hypothèques les limites naturelles du sud de la Lybie.

Avec les revendications africaines du fascisme, les prétentions fascistes sur la Corse. Le journal fasciste de Livourne *Il Telegrafo* fait une telle campagne pour l'annexion de la Corse que l'entrée de ce journal en Corse a été défendue par les autorités françaises. Mais le journal est envoyé *gratis* dans des enveloppes fermées (ce qui coûte une lire et 25 centimes chaque exemplaire de frais de port) à un grand nombre de citoyens corses. Tous les journaux italiens ont publié le communiqué suivant :

Il a été publié que lors du dépouillement du scrutin pour les élections municipales de Bastia, on trouva 32 bulletins de vote qui portaient le nom de Mussolini, duce d'Italie. On apprend maintenant que les bulletins trouvés durant le scrutin étaient au nombre de 80 et que, en cette circonstance, 200 citoyens de Bastia se rendirent à l'Hôtel de Ville pour demander à ne plus être citoyens français et à devenir Italiens. Le fait est si éloquent qu'il n'a pas besoin d'être commenté.

Le *Journal des Débats*, en reproduisant ce communiqué, a écrit :

Il est à peine nécessaire de démentir cette information. Ce qui est plus grave, c'est le fait que les journaux italiens reproduisent une note pareille qui leur a été évidemment communiquée. Ils révèlent ainsi des arrière-pensées qu'on ne prend même pas la peine de dissimuler.

Si le journal fasciste de Livourne est envoyé *gratis* et en enveloppes fermées en Corse, si le journal fasciste de Naples, *Il Mezzogiorno* pousse chaque jour à la libération de la Corse, il est évident que c'est le gouvernement même qui veut cette campagne. Dans toutes les réunions fascistes, les refrains les plus fréquents sont: *A qui Nice? A nous. A qui la Corse? A nous. A qui la Savoie? A nous. A qui la Tunisie? A nous.*

Une chanson que les Balilla chantent à Florence, à Pise et à Sienne, dit: *Nous marcherons contre Paris — et reviendrons avec la victoire — et nous porterons au Duce — comme trophée de la bataille — la tête tranchée de Marianne.*

La presse joune italienne est antifrançaise de la façon la plus bête. Une grande partie de la presse française mange à deux râteliers: les fonds secrets de Mussolini et l'argent du Comité des Forges. La presse italienne publie des « bobards » contre la France, comme fait chaque jour le journal de Rome *Il Tevere*. L'*Ami du peuple*, le *Journal*, la *Liberté*, etc., publient des « bobards » contre les émigrés, les *fuorisciti*. C'est une chaîne ignominieuse qui alimente le chauvinisme des deux pays, qui prépare une psychologie de guerre. Un pays comme l'Italie, avec une presse complètement fasciste, avec des milliers et des milliers de jeunes hommes exaltés par le nationalisme, peut toujours être entraîné dans une guerre. Est-elle probable? Pour le moment, non. Mais c'est toujours un danger possible. Dans tous les cas, la campagne antifrançaise du fascisme contribue à diviser les deux pays, à alimenter le chauvinisme français, à créer des complications internationales qui poussent l'Europe vers des conflits nouveaux. L'erreur de plusieurs Français qui se croient et se disent démocrates et pacifistes, c'est de ne pas comprendre qu'il y a une seule façon logique et efficace pour combattre l'impérialisme italien : contribuer à la lutte contre le fascisme.

C. B.

SACCO ET VANZETTI

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm., au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliott gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence. »

Notes en marge

Le drapeau rouge.

Le Parti socialiste a recouru au Tribunal fédéral contre l'interdiction du drapeau rouge par le gouvernement du canton de Fribourg. Le résultat a été celui de faire savoir aux vingt-quatre autres gouvernements cantonaux ainsi qu'au gouvernement fédéral que désormais ils pourront en faire de même. Cléricalisme et fascisme marquent un succès de plus. Voici le communiqué paru :

Lausanne, 12 octobre. — La division de droit public du Tribunal fédéral s'est occupée du recours du parti socialiste suisse contre l'ordonnance promulguée le 2 juillet 1929 par le Conseil d'Etat de Fribourg interdisant dans le canton de Fribourg les manifestations ayant un caractère séditieux et l'exhibition du drapeau rouge et ordonnant la saisie des feuilles volantes et publications de périodiques ayant un caractère séditieux.

Après une examen très munitieux de la question, le Tribunal fédéral a pris, par 6 voix contre 1, l'arrêté suivant :

1. Il est pris acte de la déclaration formelle du Conseil d'Etat du canton de Fribourg que l'article 2 de l'ordonnance du 2 juillet 1929, contrairement à son texte général, ne doit être appliqué que dans le cas où l'emploi du drapeau rouge, soit: a) tombe sous les dispositions de l'article 156 du Code pénal fribourgeois ou b) s'il est susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publics ;

2. Il est constaté: a) qu'en cas de saisie de feuilles volantes et de publications périodiques, les intéressés doivent avoir le droit de faire trancher la question du caractère séditieux de la feuille et du périodique par une décision du juge; b) que les peines prononcées en application de l'article 156 ne doivent pas être augmentées par le fait que le délit tombe sous le coup de l'article 188 du Code pénal ; c) qu'en cas de punition pour mise en danger de la tranquillité, de l'ordre et de la sécurité publics par l'emploi du drapeau rouge elle doit être précédée d'une interdiction concrète de police.

3. Sur les autres points ,le recours est écarté.

Il semble qu'il y avait déjà pas mal de lois et de règlements pour assurer l'ordre et la tranquilité publics que le canton de Fribourg, notons-le bien, n'a pas vu troubler depuis longtemps. Quant à l'interdiction concrète de la police, n'existe-t-elle pas déjà pour tous les cas à venir par le fait de l'ordonnance gouvernementale aussi longtemps que celle-ci n'est pas rapportée ?

Que les bons socialistes fribourgeois commencent donc à rompre définitivement avec l'Eglise romaine ,eux, leurs femmes et leurs enfants. Ce sera la meilleure façon de se montrer *rouges*.

Le droit des pauvres.

Grand scandale dans la police genevoise. Tous les billets de spectacles publics sont augmentés de 15 centimes par franc ou fraction de franc au bénéfice de l'assistance publique. Mais certains employés du Département de justice et police s'entendaient comme larrons en foire pour prélever leur part sur ce droit des pauvres ,en plus du *casuel* qui leur était attribué irrégulièrement.

Les droits des pauvres sont tous volés et il eût été incompréhensible que celui-là ne le fût pas aussi. Par la même occasion, la question des dossiers de police, qui fit jadis tant de bruit, a été soulevée à nouveau. Il y avait eu en son temps promesse formelle qu'on n'en constituerait plus. Mais ce fut vaine promesse et nous apprenons que ces dossiers n'ont fait que croître et devenir toujours plus ambulants.

C'est là une grande matière à scandales, d'ailleurs médiocrement intéressants pour nous, qui voyons dans le régime même le plus grand de tous les scandales.

Camarades ! apprenez l'esperanto. Cours gratuits par correspondance. S'adresser à Laborista Esperanta Grupo, 6, rue des Terreaux-du-Temple, Genève.

Les camarades sont instamment priés d'assister aux réunions de leur groupe.